

Le Rodchenkov Act, cheval de Troie américain de l'antidopage



FABIEN OHL,
SOCIOLOGUE,
UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

La chronique du CIRIS

Les Etats-Unis menacent de ne plus apporter leur contribution financière à l'Agence mondiale antidopage (AMA) et de faire voter l'approbation du Rodchenkov Anti-Doping Act par le Sénat américain, ce qui leur permettrait des poursuites pénales, indépendamment du Code mondial antidopage et d'autres législations nationales. Ils expriment ainsi une défiance à l'égard de l'antidopage et de l'AMA, qu'ils justifient par l'ampleur du scandale de dopage en Russie, en particulier pendant les Jeux olympiques de Sochi en 2014, et l'intention de mieux protéger le sport du dopage. Le risque est grand pour que cette posture ait l'effet inverse, mais ce n'est probablement pas l'enjeu principal.

Les critiques contre l'AMA ont été explicitées par le White House's Office for National Drug Control Policy (ONDCP) en juin 2020. Elles s'inspirent de la Washington Anti-Doping Summit Declaration de 2018, qui est une prise de position critique produite par les représentants de gouvernements et d'agences antidopage de pays anglo-saxons et de quelques pays européens réunis à la Maison-Blanche en octobre 2018 sous l'impulsion de l'agence américaine antidopage (Usada).

Cette déclaration affirmait que l'AMA avait perdu la confiance des athlètes et du public et qu'elle ne remplissait pas les missions pour lesquelles elle avait été mandatée. L'ONDCP fait état de nombreuses critiques portant sur: une sous-représentation des Etats-Unis dans la gouvernance de l'AMA; une gouvernance inadaptée; une faible représentation des athlètes; une mauvaise gestion du scandale russe de 2016; des décisions sous influence des Européens et des représentants du mouvement sportif, etc. En réponse, l'AMA a largement annoté le texte de l'ONDCP en détaillant les erreurs factuelles, les omissions et les arguments trompeurs.

Luttes de pouvoir

Il est indéniable que les critiques sur la gouvernance de l'AMA, sur son indépendance ou ses régulations sont nécessaires pour en améliorer le fonctionnement. Mais on peut douter que les menaces actuelles

servent cet objectif. L'analyse des critiques de l'ONDCP, de la temporalité des attaques, de ses réseaux de soutien, de ses fondements, est plus révélatrice de jeux de pouvoir et d'enjeux géopolitiques que d'un souci de protéger les athlètes. Si cette croisade se faisait au nom de la morale et des valeurs, les Etats-Unis commenceraient par appliquer le Code mondial antidopage à l'ensemble de leurs sports nationaux. Or, aucune des quatre ligues majeures n'en est signataire et toutes appliquent un régime beaucoup plus libéral en matière d'antidopage.

Le Rodchenkov Act permettrait donc aux Etats-Unis de sanctionner des athlètes étrangers en référence à un code qui ne s'applique pas à la plupart des athlètes professionnels américains. Il semble bien que l'orthodoxie américaine exprime plutôt une tentative d'accroître son poids politique. En effet, l'ONDCP souhaite une représentation proportionnelle aux financements apportés, ce

La démarche des Etats-Unis conduirait à affaiblir l'harmonisation de la lutte contre le dopage

qui se ferait évidemment au détriment d'autres pays. Au-delà de ces questions de représentation, c'est une affirmation claire des Etats-Unis de vouloir accroître leur pouvoir sur l'organisation mondiale du sport.

Une dépossession de la parole

Pour donner du crédit à ce coup de force politique, l'ONDCP mobilise une stratégie de dépossession de la parole, un processus couramment identifié en sociologie politique. La plupart des personnes qui remettent en cause l'AMA, en interne comme en externe, le font au nom des «athlètes propres». Outre que cette catégorie d'athlètes est impossible à identifier et à certifier*, l'ONDCP s'engage en leur nom comme si les athlètes étaient actuellement sans voix et sans porte-parole.

S'auto-instituer ainsi en tant représentant légitime des athlètes, sans même pouvoir se targuer d'une délégation claire d'un groupe significatif de sportifs, repose sur une confiscation et une négation. Confiscation, parce qu'elle dépossède les athlètes de leur parole, et négation, parce qu'elle décrédibilise les autres formes de représentation des athlètes, en particulier dans les commissions de l'AMA, des fédérations, du CIO ou des agences antidopage. Certes,

ces dernières représentations ne sont pas exemptes de critiques, mais la façon dont elles sont constituées sont bien plus clairement établies par les règles de fonctionnement de ces organisations.

De plus, comme le souligne Ulrich Haas, juriste à l'Université de Zurich, le Rodchenkov Act, ou des lois similaires qui ne manqueraient pas d'être promulguées par d'autres pays, sont une menace pour les athlètes. Elles produiraient de nombreuses incertitudes en exposant les athlètes et les lanceurs d'alerte à des poursuites pénales de la part de diverses juridictions nationales qu'il serait impossible de bien connaître (Inside the Games, 5 juillet 2020). Outre ces incertitudes, la démarche des Etats-Unis conduirait à affaiblir l'harmonisation de la lutte contre le dopage, le domaine du sport étant pourtant l'un des rares à appliquer les mêmes règles quel que soit le pays.

La protection des athlètes n'est pas la priorité

Prétendre couper le financement de l'AMA et créer une législation spécifique au nom de la protection des athlètes propres sera nécessairement contre-productif. Une des grandes leçons de la sociologie est que pour surmonter des problèmes complexes, la coopération de multiples acteurs et organisations interdépendants est nécessaire. C'est aussi le cas de la lutte contre le dopage, qui suppose la coopération entre les organisations sportives nationales et internationales, les agences antidopage, les agences nationales en particulier, et l'AMA.

Au-delà de l'efficacité réelle de la lutte contre le dopage, dont plusieurs indicateurs suggèrent qu'elle est beaucoup mieux structurée et organisée aujourd'hui, se joue la question de la confiance et de la reconnaissance de cette efficacité. Or, ces menaces américaines créent de nouvelles divisions qui affaiblissent une coopération déjà fragilisée, notamment par les tensions entre le CIO et l'AMA à propos des sanctions à appliquer contre la Russie aux Jeux de Rio. De plus, elles minent la confiance dans l'antidopage et, en conséquence, en des compétitions équitables.

Il est donc clair que les athlètes qui n'ont pas recours au dopage ne sont la priorité de cette agitation géopolitique puisque l'affaiblissement de la confiance leur fait subir une double peine: une concurrence potentiellement déloyale et une suspicion du public au sujet de leur propre performance. ■

* Voir Petroczi, A., Backhouse, S.H., Boardley, I., Saugy, M., Pitsiladis, Y., Viret, M., Ioannidis, G., Ohl, F., Loland, S. and McNamee, M., 2020. «Clean athlete status» cannot be certified: Calling for caution, evidence and transparency in «alternative» anti-doping systems. <https://osf.io/preprints/sportrxiv/fwnq8/>